



EXPERTS-COMPTABLES & COMMISSAIRES AUX COMPTES

Association **MISSION LOCALE AGGLOMERATION
ROUENNAISE**

33 AV CHAMPLAIN

76100 ROUEN

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Un partenaire

100%

avec vous !

Association MISSION LOCALE AGGLOMERATION ROUENNAISE
33 AV CHAMPLAIN
76100 ROUEN

Association loi 1901

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'Assemblée Générale,

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE AGGLOMERATION ROUENNAISE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MISSION LOCALE AGGLOMERATION ROUENNAISE à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6.5 page 16 de l'annexe des comptes annuels concernant la reprise de provision de la subvention exceptionnelle « Garantie Jeunes » de 2019 .

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne, les fonds dédiés correspondant à des subventions reportées sur l'exercice suivant, affectées par les financeurs à des dispositifs et qui n'ont pu encore être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre Association, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de justification particulière.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

**RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES
PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT
D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider votre Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Isneauville,
Le 15/05/2024

Le Commissaire aux Comptes,
SARL AGICOM
représentée par Cécile CHABBERT LETERC



Signataire technique
Caroline MANIER



Mission Locale Agglomération Rouennaise

| Actif | | Au 31/12/2023 | | | Au 31/12/2022 |
|------------------|---|-------------------|-----------------|-------------------|------------------|
| | | Montant brut | Amort. ou Prov. | Montant net | |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ | 4 165 | 3 090 | 1 075 | 1 573 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | TOTAL | 4 165 | 3 090 | 1 075 | 1 573 |
| | Immobilisations corporelles | | | | |
| | Terrains | | | | |
| Actif circulant | Constructions | | | | |
| | Inst. techniques, mat.out. industriels | 1 022 268 | 826 019 | 196 248 | 234 867 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | TOTAL | 1 022 268 | 826 019 | 196 248 | 234 867 |
| | Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| | Immobilisations financières et | | | | |
| | Participations et créances rattachées | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Prêts | | | | |
| Actif circulant | Autres | 54 204 | | 54 204 | 53 421 |
| | TOTAL | 54 204 | | 54 204 | 53 421 |
| | Total I | 1 080 637 | 829 109 | 251 528 | 289 862 |
| | Stocks et en cours | 3 082 | | 3 082 | 3 786 |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | Autres | 7 985 487 | | 7 985 487 | 1 632 865 |
| | TOTAL | 7 985 487 | | 7 985 487 | 1 632 865 |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Instruments de trésorerie | | | | |
| Actif circulant | Disponibilités | 5 844 259 | | 5 844 259 | 5 012 136 |
| | Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾ | 34 333 | | 34 333 | 91 242 |
| | Total II | 13 867 162 | | 13 867 162 | 6 740 031 |
| | Frais d'émission des emprunts III | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts IV | | | | |
| | Ecart de conversion Actif V | | | | |
| | TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) | 14 947 800 | 829 109 | 14 118 691 | 7 029 893 |
| | Renvois | | | | |
| | (1) Dont droit au bail | | | | |
| | (2) Part à moins d'un an (brut) des Immobilisations financières | | | | |
| | (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut) | | | | |

Mission Locale Agglomération Rouennaise

| Passif | | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2022 |
|---------------------------------------|---|---------------|---------------|
| Fonds propres | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | 32 857 | 32 857 |
| | Réserves pour projet de l'entité | 594 653 | 594 653 |
| | Autres | | |
| | Report à nouveau | 2 990 684 | 2 183 765 |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 1 063 108 | 806 918 |
| | Situation nette (sous-total) | 4 681 304 | 3 618 195 |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées | | |
| Total I | | 4 681 304 | 3 618 195 |
| Autres fonds propres | Montant des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| Total I bis | | | |
| Fonds dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | 1 604 047 | 1 591 446 |
| Total II | | 1 604 047 | 1 591 446 |
| Provisions | Provisions pour risques | 45 000 | |
| | Provisions pour charges | | 596 448 |
| Total III | | 45 000 | 596 448 |
| Dettes | Emprunts obligataires et assimilés | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾ | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾ | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 63 011 | 169 454 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 804 266 | 680 272 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | | 125 819 |
| | Instruments de trésorerie | | |
| | Produits constatés d'avance | 6 921 062 | 248 258 |
| Total IV | | 7 788 340 | 1 223 803 |
| Écart de conversion Passif V | | | |
| TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) | | 14 118 691 | 7 029 893 |
| Renvois | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | |
| | (2) Dont emprunts participatifs | | |

ACTICOM
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mission Locale Agglomération Rouennaise

| | | Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 | Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 |
|--|---|--------------------------------|--------------------------------|
| | | 12 mois | 12 mois |
| Produits d'exploitation | Cotisations | | |
| | Ventes de biens et services | | |
| | Ventes de biens | | |
| | dont ventes de dons en nature | | |
| | Ventes de prestations de service | 60 529 | 55 908 |
| | dont parrainages | | |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 8 269 386 | 9 387 148 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | |
| | Mécénats | 1 000 | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| Charges d'exploitation | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 116 453 | 74 310 |
| | Utilisations des fonds dédiés | 1 591 446 | |
| | Autres produits | 9 803 | |
| | TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I | 10 048 618 | 9 517 366 |
| | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes (1) | 1 232 501 | 1 240 975 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 486 439 | 419 039 |
| | Salaires et traitements | 4 473 979 | 3 919 412 |
| | Charges sociales | 1 572 923 | 1 365 225 |
| | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 93 357 | 87 887 |
| | Dotations aux provisions | 45 000 | |
| | Reports en fonds dédiés | 1 604 047 | 1 591 446 |
| | Autres charges | 81 655 | 53 516 |
| | TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II | 9 589 904 | 8 677 501 |
| I. Résultat d'exploitation (I-II) | | 458 714 | 839 865 |

AGICOM
COMPTES DES COMPTES

Mission Locale Agglomération Rouennaise

| | | Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois | Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois |
|---|---|---|---|
| Produits financiers | De participations | | |
| | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | 8 463 | 5 328 |
| | Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| | Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III | | 8 463 | 5 328 |
| Charges financières | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | Intérêts et charges assimilées | | |
| | Différences négatives de change | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV | | | |
| 2. Résultat financier (III-IV) | | 8 463 | 5 328 |
| 3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV) | | 467 178 | 845 193 |
| Produits exceptionnels | Sur opérations de gestion | | 28 082 |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 596 448 | |
| | TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V | 596 448 | 28 082 |
| Charges exceptionnelles | Sur opérations de gestion | | 66 175 |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI | | 66 175 |
| 4. Résultat exceptionnel (V-VI) | | 596 448 | -38 093 |
| Participation des salariés aux résultats VII | | | |
| Impôts sur les bénéfices VIII | | 518 | 181 |
| Total des produits (I + III + V) | | 10 653 530 | 9 550 777 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | | 9 590 422 | 8 743 858 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | | 1 063 108 | 806 918 |
| Évaluation des contributions volontaires en nature | | | |
| Contributions volontaires en nature | | | |
| Dons en nature | | | |
| Prestations en nature | | 110 494 | 125 602 |
| Bénévolat | | 27 796 | 24 249 |
| Total | | 138 291 | 149 852 |
| Charges des contributions volontaires en nature | | | |
| Secours en nature | | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | 95 102 | 111 060 |
| Prestations en nature | | 15 392 | 14 542 |
| Personnel bénévole | | 27 796 | 24 249 |
| Total | | 138 291 | 149 852 |



KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
71 Avenue Antoine de St Exupéry
BP 851
76235 Bois-Guillaume Cedex

Téléphone : +33 (0)2 35 52 68 60
Télécopie : +33 (0)2 35 76 70 51
Site internet : www.kpmg.fr

Mission Locale de l'Agglomération Rouennaise

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR**

Ce rapport contient 26 pages



Table des matières

| | | |
|-------|--|----|
| 1 | Objet social | 3 |
| 2 | Nature et périmètre des missions sociales réalisées | 4 |
| 3 | Description des moyens mis en œuvre | 5 |
| 4 | Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture | 6 |
| 4.1 | Faits caractéristiques de l'exercice | 6 |
| 4.2 | Faits caractéristiques postérieurs à la clôture | 6 |
| 5 | Principes et méthodes comptables | 7 |
| 5.1 | Principes généraux | 7 |
| 5.1.1 | Changement de présentation | 7 |
| 5.1.2 | Changements d'estimation | 7 |
| 5.1.3 | Corrections d'erreurs | 7 |
| 5.2 | Dérogations aux principes comptables | 7 |
| 6 | Informations relatives aux postes du bilan | 8 |
| 6.1 | Actif immobilisé | 8 |
| 6.1.1 | État de l'actif immobilisé (brut) | 8 |
| 6.1.2 | Amortissements de l'actif immobilisé | 9 |
| 6.2 | Actif circulant | 11 |
| 6.2.1 | Stocks et en cours | 11 |
| 6.2.2 | Subventions et produits à recevoir | 11 |
| 6.2.3 | État des échéances des créances à la clôture de l'exercice | 12 |
| 6.3 | Fonds propres | 13 |
| 6.3.1 | Tableau de variation des Fonds propres | 13 |
| 6.4 | Fonds dédiés | 15 |
| 6.5 | Tableaux de variation des provisions pour risques et charges | 16 |
| 6.6 | Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés | 17 |
| 6.7 | Dettes | 18 |
| 6.7.1 | Produits constatés d'avance | 18 |
| 6.8 | État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice | 18 |
| 7 | Informations relatives au Compte de résultat | 19 |
| 7.1 | Produits du compte de résultat | 19 |
| 7.1.1 | Produits de tiers financeurs | 19 |
| 7.1.2 | Transferts de charges | 21 |
| 7.2 | Contributions volontaires en nature (pied du compte de résultat) | 22 |
| 7.3 | Honoraires du commissaire aux comptes | 23 |
| 7.4 | Informations relatives aux dirigeants | 23 |

AGICOM
COMPTES ANNUELS



| | | |
|-----|---|----|
| 8 | Informations relatives à la fiscalité | 24 |
| 8.1 | Informations relatives au régime fiscal | 24 |
| 9 | Informations relatives à l'effectif | 25 |

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
COMPTES ANNUELS 2023
31 décembre 2023
KPMG

1

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association dite "Mission Locale de l'Agglomération Rouennaise" créée le 10/10/1990 a pour but et rôle de :

- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques locales d'insertion professionnelle et sociale mobilisant les moyens de l'Etat, ceux des collectivités territoriales et des autres partenaires ;
- Sensibiliser les partenaires aux problèmes de vie quotidienne des jeunes, lutter contre l'exclusion, apporter une aide aux jeunes dans les domaines de la santé, du logement, des loisirs, de la culture, de la formation, de la qualification, de l'emploi ;
- Mobiliser les divers partenaires autour de l'accueil et du suivi des jeunes pour permettre la construction d'itinéraires personnalisés d'insertion professionnelle et sociale ;
- Favoriser le rapprochement des jeunes et des entreprises et la création d'activité ;
- Lutter contre les discriminations.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

AGCICOM
COMPTES ANNUELS

2

Nature et périmètre des missions sociales réalisées

- 3 124 jeunes reçus en 1^{er} accueil contre 3 225 en 2022
- 8 013 jeunes accompagnés dont 2 341 entrées en CEJ contre 7 753 en 2022 dont 2 140 jeunes en Garantie Jeunes
- 50 CEJ-R
- 1 531 en PACEA // 1 154 en 2022
- 6 053 jeunes en emploi ou formation // 5 274 en 2022
- Déploiement de la nouvelle organisation : 5 secteurs et le service Entreprises et Compétences
- Déploiement des équipes administratives sur les sites
- Dotation d'Action Territoriale
- Emeutes de juillet et réinstallation de l'Antenne de St Etienne du Rouvray
- Nouveaux locaux pour l'antenne de Déville-les-Rouen
- Nouveaux locaux pour l'antenne de Grand Couronne
- Renforcement de formes de présence sur les territoires : Buchy, Petit Couronne et Montville
- Labellisation
- CEJ année pleine et CEJ en Rupture
- 2 réponses positive appels à Projets : co-design ton toit et services civiques QPV
- Le territoire d'intervention de la Mission Locale réunit 105 communes dont 45 communes de la Métropole Rouen Normandie : 19 antennes ou permanences décentralisées dont 5 espaces Garantie jeunes et 1 permanence en Maison d'arrêt
- 14 quartiers prioritaires : 10 villes du territoire comprennent un ou plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville : Canteleu, Darnétal, Grand couronne, Maromme, Notre Dame de Bondeville, Oissel, Petit Quevilly, Sotteville lès Rouen, Saint Étienne du Rouvray et Rouen. Les Hauts de Rouen sont classés en quartier de Reconquête Républicaine.

AGCOM
COMPTES ANNUELS
2023

3 Description des moyens mis en œuvre

- Le personnel

Pour mener à bien sa mission, l'association pourra procéder à toute embauche de personnel. Les salariés de l'association seront recrutés, nommés et révoqués par le Président ou par la Direction dûment mandatée.

- Les services extérieurs

Pour atteindre ses objectifs et jouer son rôle, l'association a eu recours aux services et conseils de personnes ou organismes compétents pour apporter une aide méthodologique sous forme de consultation.

- Les commissions spécialisées

Le Conseil d'Administration peut susciter la création de commissions spécialisées composées de membres de l'association ; lesquelles pourront associer à leurs travaux des personnes susceptibles en raison de leur compétences, de concourir au but poursuivi. Les Présidents de ces commissions spécialisées sont choisis exclusivement parmi les membres du Conseil d'Administration.

- Les ressources

- Cotisations annuelles versées par les communes, la Métropole Rouen Normandie ou les groupements de communes, dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale ;
- Subventions de l'Etat, de la Région, du Département, de la Métropole Rouen Normandie, des communes, des groupements de communes et des établissements publics et privés ;
- Remboursements de frais engagés pour la réalisation de prestations ou d'actions, conformément aux conventions signées ;
- Ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- Dons et legs autorisés par la législation en vigueur ;
- Perception de la taxe d'apprentissage.

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites aux paragraphes précédents sont les suivants :

- Investissements : 54 240 €
- Ressources humaines : La Mission Locale compte 142,48 ETP au 31 décembre 2023 contre 132,39 au 31 décembre 2022.

Mouvements :

- 25 entrées contre 21 en 2022
- 16 sorties contre 15 en 2022

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Absence sur l'exercice de fait d'importance significative.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

- Camping Solid'aire
 - Partenaire AFPAC
 - Le Conseil d'Administration du 6 mars 2024 a validé à la majorité l'acquisition de parts du camping les Nénuphars à Roumare à hauteur de 47% du capital pour un total de 187 500 €
 - 62 emplacements dont 15 hébergements d'urgence dédiés à la Mission Locale

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de présentation

Notre entité n'a effectué aucun changement de présentation.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations aux principes comptables

De façon identique à 2022, en dérogation aux principes comptables, afin d'harmoniser les pratiques entre les missions locales et en concertation avec l'ARML mais aussi afin de renseigner conformément l'application qui collecte les données financières des Missions Locales, depuis le portail ICARE, les prestations d'accompagnement des jeunes par l'association durant 12 mois, les crédits accordés en 2023 n'ayant pas été utilisés en totalité au cours de l'exercice, au titre de la prestation d'accompagnement, et reportés en 2024 sur la durée du parcours jusqu'à son terme ont été comptabilisés en fonds dédiés et non pas en produits constatés d'avance. Le terme du parcours d'accompagnement dépend du mois d'entrée du jeune dans le dispositif.

Cette dérogation n'a aucun impact sur le résultat net.

Au niveau du passif du bilan, la contribution financière non utilisée au 31 décembre 2023 pour un montant de 1 604 047 € n'a pas été inscrite en produits constatés d'avance (compte 487000) mais en fonds dédiés (compte 194100).

Au niveau du compte de résultat, ce montant a été comptabilisé dans un compte de charges 689940 « Report en fonds dédiés » et non pas en diminution des produits.

Parallèlement, les fonds dédiés constatés en 2022 consommés en 2023 ont été comptabilisés dans un compte de produits 78940001 « Reprise de fonds dédiés » pour 1 591 446 €.

6 Informations relatives aux postes du bilan

6.1 Actif immobilisé

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

| Rubriques | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à la clôture de l'exercice |
|-------------------------------|--|-----------------|-------------|---|
| Immobilisations incorporelles | 4 165 € | | | 4 165 € |
| Immobilisations corporelles | 968 027 € | 54 240 € | | 1 022 268 € |
| Immobilisations financières | 53 421 € | 783 € | | 54 204 € |
| Total | 1 025 614 € | 55 023 € | | 1 080 637 € |

6.1.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne (augmentations)

| Augmentations de l'exercice | Ventilation des augmentations | | | | |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-----------------|---------|-----------|
| | Virements | | Entrées | | |
| | De poste à poste | Provenant de l'actif circulant | Acquisitions | Apports | Créations |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | 54 240 € | | |
| Immobilisations financières | | | 783 € | | |
| Total | | | 55 023 € | | |

6.1.1.2 Acquisitions d'immobilisations corporelles

Les immobilisations acquises au cours de l'exercice sont les suivantes :

| | |
|-------------------------|----------|
| - Agencements | 9 869 € |
| - Matériel informatique | 21 879 € |
| - Mobilier de bureau | 12 495 € |
| - Autres matériels | 9 997 € |

54 240 €

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

| Rubriques | Amortissements cumulés au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions d'amortissements de l'exercice | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice |
|-------------------------------|---|--|--|---|
| Immobilisations incorporelles | 2 592 € | 498 € | | 3 090 € |
| Immobilisations corporelles | 733 160 € | 92 859 € | | 826 019 € |
| Immobilisations financières | | | | |
| Total | 735 752 € | 93 357 € | | 829 109 € |

6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne (augmentations)

| Augmentations de l'exercice | Ventilation des dotations | | | |
|-------------------------------|-------------------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------|
| | Compléments liés à une réévaluation | Sur éléments amortis selon mode linéaire | Sur éléments amortis selon autre mode | Dotations exceptionnelles |
| Immobilisations incorporelles | | 498 € | | |
| Immobilisations corporelles | | 92 859 € | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Total | | 93 357 € | | |

6.1.2.2 Modalités d'amortissements

| Catégories d'immobilisations | Amortissements | | Postes du résultat avec dotation | | |
|---------------------------------|----------------|------|----------------------------------|-----------|--------------|
| | Mode | Taux | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
| Logiciels | Linéaire | 25 % | 498 € | | |
| Matériel informatique | Linéaire | 25 % | 48 370 € | | |
| Agencements | Linéaire | 20 % | 31 119 € | | |
| Mobilier de bureau | Linéaire | 20 % | 11 325 € | | |
| Autres matériels | Linéaire | 20 % | 2 045 € | | |
| Total | | | 93 357 € | | |

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

La valeur des stocks est déterminée selon le coût unitaire de la dernière facture reçue : 3 082 €

- Fournitures administratives : 1 519 €
- Denrées alimentaires : 53 €
- Fournitures d'entretien : 1 510 €

6.2.2 Subventions et produits à recevoir

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produit lors de la notification, en tenant compte des conditions d'octroi résolutoires ou suspensives.

Les subventions et produits à recevoir sont les suivants :

| | |
|-----------------------------------|--------------------|
| - Département FSL 2023 | 22 440 € |
| - Département fonctionnement 2023 | 124 578 € |
| - Métropole PLIE 2021-2027 | 30 424 € |
| - Etat CPO/CEJ 2023 | 805 550 € |
| - Etat-CDC-PIC-PARE 76 | 102 689 € |
| - AMRL JUMP 76 | 3 965 € |
| - Métropole CTAI CEJ Linguistique | 962 € |
| - Etat – Groupement de créateurs | 36 236 € |
| - Métropole 2024-2025 | 1 197 666 € |
| - Département fonctionnement 2024 | 124 578 € |
| - Etat CPO/CEJ 2024 | 5 492 869 € |
| - Autres produits à recevoir | 43 529 € |
| | 7 985 487 € |

6.2.2.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 34 333 € sont relatives à des charges d'exploitation de l'exercice 2024.

6.2.3 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

| Dettes | Montant brut | Echéance à 1 an | De 1 à 5 ans | + de 5 ans |
|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------|
| Subventions à recevoir | 7 941 958 € | 1 126 845 € | 6 815 113 € | |
| Produits à recevoir | 43 529 € | 43 529 € | | |
| Total | 7 985 487 € | 1 170 374 € | 6 815 113 € | |

AGIR
COMPTABLES

6.3 Fonds propres

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

| Variation des fonds propres | À l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou Consommation | A la clôture de l'exercice |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|------------------|----------------------------|----------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | - | | | | - |
| Fonds propres avec droit de reprise | - | | | | - |
| Ecart de réévaluation | - | | | | - |
| Autres réserves | 32 858 | | | | 32 858 |
| Réserves pour projet associatif | 305 000 | | | | 305 000 |
| Réserves de trésorerie | 289 653 | | | | 289 653 |
| Report à nouveau | 2 183 766 | 806 919 | | | 2 990 684 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 806 919 | - 806 919 | 1 063 108 | | 1 063 108 |
| Situation nette | 3 618 196 | - | 1 063 108 | - | 4 681 304 |
| Fonds propres consommables | - | | | | - |
| Subventions d'investissement | - | | | | - |
| Provisions réglementées | - | | | | - |
| TOTAL | 3 618 196 | - | 1 063 108 | - | 4 681 304 |

6.3.1.1 Réserves pour projet de l'entité

La réserve de 305 000 € a été constituée pour les projets suivants :

- Réfection des locaux du siège
- Installation du réseau informatique dans les locaux de Maromme
- Déménagement dans les nouveaux locaux de Darnétal (bureaux, cloisons...)
- Déménagement dans de nouveaux locaux en remplacement des locaux de l'AFPA (aménagement et installation)
- Achat de téléphones portables pour les conseillers
- Changement de logo

La prochaine Assemblée Générale devra statuer sur la réaffectation de cette réserve au regard des investissements et charges réalisés.

6.4 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs.

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Ces ressources relatives aux CEJ débutés en 2023 et se terminant en 2024 s'élèvent à 1 604 047 €.

| Variation des fonds dédiés issus de | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisation | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
|-------------------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | Dont remboursement | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitations | 1 591 446 € | 1 604 047 € | 1 591 446 € | - | - | 1 604 047 € | - |
| TOTAL | 1 591 446 € | 1 604 047 € | 1 591 446 € | - | - | 1 604 047 € | - |

6.5 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

| Rubriques | Situations et mouvements | | | |
|--------------------------------------|-----------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------------------------|
| | Provisions au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
| Provision GJ | 596 448 € | | 596 448 € | - |
| Provision risques organismes sociaux | | 45 000 € | | 45 000 € |
| Total | 596 448 € | 45 000 € | 596 448 € | 45 000 € |

- Financement de la Garantie Jeunes : subvention exceptionnelle 2019 de 596 448 € (conformément à sa qualification dans l'avenant N°2 à la CPO) avec constitution d'une provision pour charges de 596 448 € (reprise du chiffrage DGEFP pour un objectif de 1 000 jeunes et en tenant compte du taux de 36.40% de sorties positives) pour prendre en compte l'engagement existant à la clôture de l'exercice 2019 de la Mission Locale de l'Agglomération Rouennaise d'assurer le financement des fins de parcours des jeunes en Garantie jeunes à l'issue du financement Garantie Jeunes

Cette provision est reprise en 2023 à l'issue des fins de parcours des derniers contrats des Garanties Jeunes qui se sont terminés courant 2023.

COMPTES ANNUELS

6.6 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

| Engagements retraite | Provisionné | Non provisionné | Total |
|----------------------------------|-------------|-----------------|-----------|
| Indemnités de départ en retraite | | 359 663 € | 359 663 € |

L'association ne provisionne pas l'indemnité de départ à la retraite mais verse des fonds auprès d'une assurance retraite. Le montant des fonds collectifs disponibles au 31 décembre 2023 s'élève à 343 378 €.

Absence d'abondement complémentaire au titre de 2023.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Age légal de départ à la retraite
- Taux de charges : 40%
- Taux d'évolution des salaires : 1%
- Taux actualisation : 3,17% contre 3,77% en 2022

6.7 Dettes

6.7.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice les produits constatés d'avance s'élèvent à 6 921 062 €.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

| | |
|-----------------------------------|-------------|
| - Etat CPO/CEJ 2024 | 5 492 869 € |
| - Métropole 2024 | 593 291 € |
| - Métropole 2025 | 598 758 € |
| - Métropole CEJ Linguistique 2024 | 5 617 € |
| - Etat – Co design ton toit 2024 | 59 836 € |
| - 100 chances – 100 emplois 2024 | 15 699 € |
| - Groupement de créateurs 2024 | 11 414 € |
| - Département fonctionnement 2024 | 124 578 € |
| - Renault Mécénat permis 2024 | 19 000 € |

6 921 062 €

6.8 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

| Dettes | Montant brut | Echéance à 1 an | De 1 à 5 ans | + de 5 ans |
|--|--------------------|--------------------|------------------|------------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 63 011 € | 63 011 € | | |
| Dettes fiscales et sociales | 804 266 € | 804 266 € | | |
| Produits constatés d'avance | 6 921 062 € | 6 322 304 € | 598 758 € | |
| Total | 7 788 340 € | 7 189 581 € | 598 758 € | |

7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Produits de tiers financeurs

7.1.1.1 Concours publics et subventions d'exploitation

7.1.1.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
 - Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.
- Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Le montant des concours publics s'élève à 7 740 € - Collecte de la taxe d'apprentissage

7.1.1.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

7.1.1.1.3 Détail des subventions

| Nature de la subvention | Montant |
|-----------------------------------|--------------------|
| Etat CPO / CEJ | 6 002 910 € |
| Etat PARE 76 | 49 583 € |
| Etat CPE Promotion de l'emploi | 18 585 € |
| Etat groupement de créateurs | 53 745 € |
| Département | 124 578 € |
| Communes - Métropole | 616 174 € |
| Métropole CTAI CEJ Linguistique | 9 770 € |
| ASP | 14 812 € |
| ASP Services civiques | 6 827 € |
| Région | 608 551 € |
| ASP Services civiques MAD hors ML | 11 113 € |
| Etat codesign ton toit | 20 164 € |
| Etat CGET Parrainage | 135 725 € |
| Etat FIPD ASCEJ | 18 000 € |
| AMRL ARS Santé Mentale | 21 000 € |
| AMRL JUMP 76 | 3 965 € |
| Pôle Emploi | 432 302 € |
| GIC Favoriser l'accès au logement | 1 640 € |
| Département Rencontres habit | 112 200 € |
| Total | 8 261 645 € |

7.1.2 *Transferts de charges*

| | |
|----------------------------|------------------|
| - Autres | 13 038 € |
| - Formations | 40 106 € |
| - IJSS / Prévoyance | 44 817 € |
| - Fonds collectif retraite | 18 492 € |
| | <u>116 453 €</u> |

7.2 Contributions volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

| Nature de la contribution volontaire en nature | Méthode de valorisation | Montant |
|---|---|------------------|
| Mise à disposition de locaux – 15 lieux d'accueil | Estimation des loyers en fonction de la superficie au m2 à défaut de réponse des communes | 95 102 € |
| Mise à disposition de personnel | Estimation en fonction du salaire brut chargé d'un cn2 soit 26,52 €/heure | 27 797 € |
| - 19 Bénévoles | 194 heures | 5 146 € |
| - 96 Parrains | 854 heures | 22 651 € |
| Agents d'entretien des locaux mis à disposition | SMIC brut chargé soit 18,50 €/heure | 15 392 € |
| Temps d'entretien annuels (12 locaux concernés) | 832 heures | |
| Total | | 138 291 € |

7.3 Honoraires du commissaire aux comptes

| | Montant TTC facturé |
|--|---------------------|
| Au titre de la mission de contrôle légal des comptes | |
| • CAC 1 au titre de 2022 | 10 794 € |
| • CAC 2 acompte au titre de 2023 | 2 400 € |
| Au titre d'autres prestations | - |
| Honoraires totaux | 13 194 € |

7.4 Informations relatives aux dirigeants

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature n'est pas communiqué car cela reviendrait à donner l'information d'une rémunération individuelle.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

8 Informations relatives à la fiscalité

8.1 Informations relatives au régime fiscal

L'association n'exerce pas d'activités lucratives et n'est donc pas soumise aux impôts commerciaux.

9 Informations relatives à l'effectif

La Mission Locale comptait 132,39 salariés en Equivalent Temps Plein à l'ouverture de l'exercice. Le nombre d'ETP est passé à 142,48 au 31 décembre 2023, avec une moyenne mensuelle de 137,80 ETP.

Association MISSION LOCALE AGGLOMERATION ROUENNAISE
33 AV CHAMPLAIN
76100 ROUEN

Association déclarée à la Préfecture de ROUEN

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention nouvelle au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Isneauville,
Le 15/05/2024

Le Commissaire aux Comptes,
SARL AGICOM
représentée par Cécile CHABBERT

